LES ENJEUX

NON CATÉGORISÉ

Fermeture des clubs de jeux parisiens : quand l'État joue avec l'avenir de 1 500 salariés

Emmanuel GOLDSTEIN
Publié le 31 décembre 2024 . Lecture estimée : 6 min

Depuis l'expérimentation lancée en 2018, Paris comptait sept clubs de jeux permettant aux adeptes de poker, black jack ou encore punto banco de s'adonner légalement à ces jeux d'argent. Mais cette parenthèse semble désormais se refermer brutalement.

La raison principale ? L'effondrement du gouvernement de Michel Barnier, suite à une motion de censure votée massivement par l'Assemblée Nationale le 4 décembre dernier. Cet événement politique majeur a provoqué l'abandon du projet de loi de finances pour 2025. Or, cette loi était indispensable à la prolongation des autorisations légales des clubs parisiens jusqu'à fin 2025. Sans Premier ministre, sans ministre des Finances, le secteur des jeux d'argent parisien se retrouve ainsi confronté à un vide législatif inédit depuis plusieurs décennies. Une absence de cadre juridique qui oblige désormais les sept établissements à fermer leurs portes dès ce 31 décembre.

Les clubs de jeux ont toujours joué un rôle central dans la vie nocturne parisienne, attirant des visiteurs en quête de divertissement et de sensations fortes.

1 500 emplois menacés par une crise politique

Parmi les premières victimes de cette situation chaotique figurent les salariés des clubs de jeux. Mi-décembre, les opérateurs estimaient déjà à près de 1 500 le nombre d'emplois directement menacés par ces fermetures.

Dans un contexte économique fragile, et alors que le secteur du jeu demeure l'un des piliers économiques et touristiques de la capitale, la décision politique du parlement français de censurer le gouvernement sans solution de repli apparaît comme irresponsable, voire inconséquente. La fermeture des clubs de jeux parisiens soulève également des questions sur l'avenir des loisirs légaux à Paris.

Le groupe Barrière, acteur majeur du secteur, a annoncé la fermeture de son club situé sur les Champs-Élysées dès 20 heures le soir du 31 décembre. D'autres clubs bénéficieront exceptionnellement d'une autorisation spéciale pour accueillir leurs clients jusqu'au petit matin pour le réveillon, mais fermeront définitivement leurs portes dans la foulée.

Un manque à gagner colossal pour Paris et l'État

Les clubs de jeux sont souvent au cœur des discussions concernant l'économie locale et le tourisme. Les clubs de jeux sont également un symbole de l'identité parisienne et de son attrait culturel.

Outre le drame social pour les 1 500 salariés directement concernés, c'est également une perte financière significative qui attend les pouvoirs publics. Chaque année, ces clubs reversent environ 50 millions d'euros aux finances publiques. De cette somme, 80 % sont destinés à l'État et 20 % aux mairies concernées, en particulier celle de Paris. La question de l'emploi devient ainsi une question d'intérêt général. Mais aujourd'hui, faute de cadre légal adapté, ces établissements sont contraints d'interrompre leur activité, laissant leurs employés dans l'incertitude économique et sociale.

Les clubs de jeux étaient également un symbole d'une vie nocturne animée qui attire tant les parisiens que les touristes.

Un risque accru de troubles à l'ordre public

En supprimant l'offre légale de jeux à Paris, le parlement ouvre la porte à un risque sécuritaire majeur : l'émergence et le développement d'offres clandestines et illégales. Faute de cadre réglementaire, les joueurs pourraient être tentés de se tourner vers des établissements illégaux ou des parties clandestines, échappant totalement au contrôle des autorités.

Le Club Montmartre, fermé au 31 décembre 2024

La fermeture des clubs de jeux parisiens pourrait inciter certains joueurs à chercher des alternatives illégales. Cette dérégulation soudaine risque non seulement d'accentuer la précarité du secteur mais aussi d'entraîner une recrudescence de troubles à l'ordre public. La lutte contre le marché noir des jeux d'argent, déjà difficile, pourrait devenir une priorité complexe à gérer pour les forces de l'ordre, aggravant davantage les conséquences sociales et économiques de cette décision politique mal mesurée.

L'espoir fragile d'une reprise rapide

Une solution temporaire semble émerger avec la décision du ministère du Travail d'autoriser une mise en activité partielle des salariés concernés. Concrètement, l'État prendra en charge 60 % des salaires pendant la période où les contrats seront suspendus, dans l'attente hypothétique d'une reprise d'activité.

Mais cette perspective est loin de satisfaire pleinement les professionnels du secteur, conscients qu'une réouverture rapide dépendra d'un éventuel « véhicule législatif » futur. Selon une source proche des casinos, « On fera tout pour passer dans le prochain véhicule législatif, on espère pouvoir rouvrir rapidement. » Les clubs de jeux représentent une partie intégrante du paysage parisien, et leur absence sera fortement ressentie par les amateurs de jeux d'argent.

Les clubs de jeux ont longtemps été considérés comme une attraction unique à Paris, offrant une expérience inégalée. Cette situation révèle une gestion politique désastreuse pour le secteur du jeu, victime collatérale d'une crise parlementaire que les élus auraient pu anticiper.

Une décision irresponsable, un secteur sacrifié

La fermeture des clubs de jeux parisiens ne représente pas seulement la fin des tables de jeux légales dans la capitale, elle incarne aussi un échec institutionnel flagrant. En mettant brutalement fin à une expérimentation pourtant bénéfique économiquement, le parlement français a laissé sept entreprises et 1 500 salariés au bord du précipice, sans solution viable à court terme.

Face à une telle décision, il serait temps que les pouvoirs publics prennent conscience de l'importance du secteur du jeu comme levier d'attractivité économique et touristique, mais aussi comme créateur d'emplois durables. Car l'histoire de Paris et des jeux d'argent rappelle une chose essentielle : l'avenir économique d'une ville, tout comme celui des individus, ne peut s'improviser.

Il est crucial de considérer l'impact de la fermeture des clubs de jeux sur l'économie locale et sur l'emploi dans la capitale. Il

est crucial de considérer l'impact de la fermeture des clubs de jeux sur l'économie locale et sur l'emploi dans la capitale. Cela peut vraiment avoir des répercussions sur les petites entreprises et les travailleurs locaux qui dépendent de ces endroits pour gagner leur vie. Espérons que des solutions alternatives pourront être mises en place pour atténuer les effets négatifs de cette fermeture.